

Solidaires Finances Publiques

SYNDICAT NATIONAL

Strasbourg le 6 janvier 2015

Monsieur le Président,

Une fois de plus nous sommes réunis pour constater que le département va encore perdre 27 emplois. Rien d'original dans ce que nous allons vous dire, rien probablement dans ce que vous allez répondre.

Vous allez sûrement nous expliquer que le plan de qualification profite aux collègues, que le département bénéficie de correctifs positifs.

Certes, mais d'une part il ne s'agit que de déshabiller Pierre pour habiller Paul, d'autre part cette réalité ne répond pas à la question qui nous préoccupe : comment continuer à travailler et à remplir nos missions avec de moins en moins d'actifs dans les bureaux ?

Selon une expression désormais culte dans le Bas-Rhin, oui nous avons envie de monter sur la chaise et de crier « des emplois, des emplois ».

Peut être même êtes vous tentés de crier avec nous ?

Pourquoi voulons-nous des emplois ?

Pas pour jouer les syndicalistes qui se doivent de protester sans réfléchir.

Pour plusieurs réalités largement partagées par les collègues que nous représentons.

- d'une part l'état doit remplir son rôle de pourvoyeur d'emplois. Il ne peut demander aux entreprises privées d'arrêter de détruire des emplois, tout en le faisant lui-même sous couvert de modernisation de l'état.
- d'autre part et quoique que vous en pensiez, les fonctionnaires de la DGFIP comme tous les travailleurs, à tout niveau, ne demandent rien d'autre que d'effectuer ce qu'ils considèrent comme du bon travail. Qu'est ce que du bon travail ? Remplir ce que nous croyons être notre mission, à savoir appliquer la loi et les règlements dans le respect de l'égalité de traitement de tous les citoyens.

Or que se passe t il ? Nous n'avons plus les moyens de remplir nos missions donc le contrôle systématique devient aléatoire ; peu importe que la fraude fiscale soit évaluée à 60 milliards d'euros, il s'agit juste de marquer notre présence pour inciter les citoyens au civisme ; peu importe que le CICE puisse être capté par des entreprises fantômes sans contrôle, l'essentiel est l'affichage politique ; peu importe que des communes soient privées de leur trésorerie de proximité, l'important est de réduire les coûts, etc etc. Nous n'allons pas faire un catalogue du désengagement de l'état dans la vie publique.

Faut il donc renoncer ? Faut il alors s'étonner du malaise ambiant ? Faut il se réjouir que chacun calcule combien de temps « il lui reste » avant sa retraite ? Est un signe de bonne santé d'une entreprise ? Nous en doutons.

Alors pourquoi voulons-nous des emplois ? Parce que dans une démocratie, qui plus est qu'en période de vache maigre, l'administration chargée de collecter l'argent public et de le gérer doit avoir les moyens de le faire en toute transparence, pas pour les statistiques, pas pour l'affichage, mais pour prendre sa part dans l'exercice de la démocratie, avec tous ses fonctionnaires.